

EGYPTE-TPO: Les Gazaouis profitent de l'ouverture de la frontière égyptienne

TEL AVIV, 7 juin 2010 (IRIN) - Les Gazaouis ont afflué par la frontière de Rafah, qui sépare les Territoires palestiniens occupés de l'Égypte, ces derniers jours, depuis que le président égyptien Hosni Moubarak a ordonné l'ouverture du point de passage frontalier pendant une période « indéfinie ».

« C'était un geste humanitaire, destiné à soulager les souffrances des Palestiniens à la suite de l'attaque israélienne [contre des navires d'aide humanitaire turcs, le 31 mai] », a dit à la presse Murad Muwafi, gouverneur de la province égyptienne du Nord-Sinai.

Le Hamas a accueilli favorablement cette mesure, mais il a remis en question le moment choisi pour la mettre en œuvre, espérant que le point de passage resterait véritablement ouvert pour une période indéfinie et non uniquement jusqu'à ce que le scandale du raid israélien mené contre la flottille s'apaise.

Rafah est la seule ouverture de Gaza vers le reste du monde que ne contrôle pas Israël. L'Égypte, qui respecte depuis 30 ans un accord de paix conclu avec Israël, a maintenu fermée la frontière de Rafah pendant une bonne partie des cinq dernières années, depuis le retrait unilatéral d'Israël hors de Gaza, régi par un accord avec les États-Unis, l'Union européenne, Israël et l'Autorité palestinienne.

Le blocus israélo-égyptien a été renforcé à la suite de la victoire du Hamas, émanation des Frères musulmans, premier groupe d'opposition égyptien, aux élections législatives de 2006, et plus encore après la prise de pouvoir totale du Hamas dans la Bande, en 2007. Une économie parallèle illégale s'est créée avec la construction, par les Gazaouis, d'un réseau de tunnels illégaux sous la frontière égyptienne, pour permettre l'acheminement de matériel.

Tandis que le Gazaoui lambda profite de l'ouverture de la frontière, on ignore encore si toutes les marchandises seront autorisées à l'importation de l'Égypte à Gaza.

Les responsables égyptiens ont déclaré qu'aucune restriction ne serait imposée à la circulation des Palestiniens, ni à l'acheminement de denrées alimentaires, ou de matériel médical et humanitaire. Toutefois, certaines informations portent à croire que le béton et l'acier (dont les Gazaouis ont cruellement besoin pour réparer les dégâts causés par l'offensive menée l'an passé par Israël contre la Bande) devront continuer à être acheminés via Israël ; le pays restreint en effet l'envoi de matériel de construction, susceptible d'être utilisé à des fins militaires, selon les autorités israéliennes.

Le 2 juin, les responsables des autorités douanières égyptiennes ont autorisé l'acheminement d'un lot de générateurs par le point de passage ; il s'agissait du premier envoi de produits non alimentaires et non médicaux autorisé depuis plus d'un an.

Appel à un acheminement sans entrave

Israël essuie actuellement de nombreuses critiques pour son intervention musclée, destinée à empêcher six navires d'aide humanitaire de briser le blocus de Gaza. Le 2 juin, Israël a libéré des centaines d'activistes (dont 400 ressortissants turcs) et commencé à faire le tri dans les 10 000 tonnes de marchandises transportées par les navires, conduits au port d'Ashdod, à 30 kilomètres de Gaza.

Le 1er juin, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a appelé à « l'acheminement sans entrave dans la Bande de Gaza du matériel médical le plus essentiel, notamment de l'équipement médical et des médicaments, ainsi qu'à une circulation plus efficace de la population vers l'intérieur ou l'extérieur du territoire pour les besoins de la formation médicale et de la réparation des appareils nécessaires à la prestation de soins de santé adaptés ».

« Il est impossible d'assurer un système de santé sûr et efficace dans les conditions de siège mises en place depuis juin 2007 », a dit Tony Laurance, directeur du bureau de l'OMS responsable de Gaza et de la Cisjordanie. « Il ne suffit pas d'assurer l'approvisionnement en médicaments et en biens de consommation. Il faut aussi avoir de l'équipement médical et des pièces détachées, et que ces derniers soient bien entretenus ».

« Il est plus évident que jamais que les restrictions imposées par Israël sur l'accès à Gaza doivent être levées en accord avec la Résolution 1860 du Conseil de sécurité », a affirmé Mark Lyall Grant, représentant du Royaume-Uni aux Nations Unies, le 1er juin. « La fermeture actuelle est inacceptable et contreproductive ».

Une flottille humanitaire

Selon le Bureau israélien de coordination du district de Gaza (DCO), l'acheminement à Gaza d'une partie de la cargaison transportée par les navires d'aide humanitaire, notamment le matériel de construction, avait été interdit dans le cadre du blocus ; ces marchandises ne seront donc pas livrées. En revanche, a-t-il ajouté, les produits qui se trouvent sur la liste des marchandises autorisées à Gaza ont commencé à être acheminés le 1er juin par le poste-frontière de Kerem Shalom.

Le premier transfert concernait du matériel médical, des fauteuils roulants motorisés et des jouets pour enfants.

Le 2 juin, selon le DCO, le Hamas refusait d'autoriser l'acheminement dans Gaza de l'aide humanitaire saisie à bord des navires, mais le Bureau a déclaré qu'il « continuerait d'essayer de coordonner ce transfert ».

« Cette cargaison était inutile. Les mêmes marchandises sont régulièrement envoyées à Gaza depuis un an. Il y avait plus d'une centaine de scooters électriques et des tonnes d'équipement médical. Cela prouve que toute cette expédition était propagandiste et provocatrice, et qu'elle n'avait rien à voir avec l'aide », a dit à la presse le colonel Moshe Levy, directeur du DCO.

Le colonel Levy a en outre assuré dernièrement aux journalistes que la « situation humanitaire était bonne et stable à Gaza » ; les Nations Unies ont pour leur part qualifié de crise humanitaire la situation de la Bande, essentiellement en raison du blocus.